

PAR COURRIEL

Québec, le 19 décembre 2023



N/Réf. : 91371

Objet : Votre demande d'accès aux documents



Nous donnons suite à votre demande d'accès aux documents, reçue le 4 octobre dernier, visant à obtenir :

- Le nombre de transactions frauduleuses par cartes de crédit détenues par votre ministère qui ont été annulées depuis 2020, ventilé par année.
- Toutes les transactions frauduleuses par cartes de crédit détenues par votre ministère avec le montant, la date, le nom du fournisseur (c'est-à-dire, le magasin ou le site Web), les items achetés et les quatre derniers numéros de la carte de crédit depuis 2020.
- Le montant total des fraudes par cartes de crédit détenues par votre ministère depuis 2020, ventilé par année.

Nous vous informons qu'il y a eu 14 transactions frauduleuses en 2022, sur une seule carte de crédit, pour un total de 721,07 \$, tel qu'indiquées au tableau ci-dessous.

#carte	Fournisseur	Montant (\$)	Date de transaction
1364	Uber CANADA/Ubereats	77,37	2022-06-21
1364	Sony interactive enter	103,47	2022-06-22
1364	Sony Interactive Enter	114,95	2022-06-25
1364	UBER* EATS	47,74	2022-06-26
1364	THE HOME DEPOT #7162	45,46	2022-06-27
1364	UBER CANADA/UBEREATS	25,58	2022-06-27
1364	UBER CANADA/UBEREATS	55,53	2022-06-27
1364	UBER CANADA/UBEREATS	23,36	2022-07-01
1364	UBER* EATS	41,46	2022-07-07
1364	UBER CANADA/UBEREATS	25,85	2022-07-07
1364	UBER CANADA/UBEREATS	30,49	2022-07-08
1364	UBER CANADA/UBEREATS	36,84	2022-07-11
1364	UBER* EATS	64,33	2022-07-11
1364	UBER CANADA/UBEREATS	28,64	2022-07-11

... 2

Ces transactions frauduleuses provenaient de l'externe et le Secrétariat du Conseil du trésor n'a pas eu à déboursier pour ces transactions.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, [REDACTED], nos salutations distinguées.

Original signé

Maxime Perreault
Responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**

Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).